

BOUDIAF AUX SAGES-FEMMES :**«Je suis votre avocat»**

«Il est inacceptable de traîner en justice la sage-femme qui assiste les naissances et aide à donner la vie.» C'est ce qu'a déclaré, jeudi, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui se fait l'avocat des sages-femmes, selon ses mots.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) Elles aident à donner vie à plus d'un million de naissances par an en Algérie. Les sages-femmes sont même surnommées «les donneuses de vie» et leur rôle est crucial dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

A l'heure actuelle, en Algérie, une femme sur près de 2 200 risque sa vie pendant la grossesse ou l'accouchement, contre une sur 900 en 1999. La mortalité infantile est passée de 39,4 pour mille naissances vivantes en 1999 à 22,3 pour mille naissances vivantes en 2015.

«Il faut reconnaître que les gains sont remarquables mais eu égard à nos potentialités économiques et humaines, ces niveaux

de mortalité maternelle et infantile restent inacceptables», a souligné le ministre de la Santé qui assistait jeudi à la célébration de la Journée internationale de la sage-femme.

Selon lui, le rôle et la place de la sage-femme dans le dispositif de la santé sont indéniables et sont de plus en plus prépondérants en s'occupant de la vie des femmes et des enfants.

«Votre participation active dans la prévention des épidémies et des grossesses non désirées, d'éducation et de sensibilisation pour la promotion de la santé reproductive et de la planification familiale, et à la lutte contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant ne peut être que solennellement félicitée», a



Boudiaf promet un programme de formation continue pour les sages-femmes.

soutenu Abdelmalek Boudiaf. Le ministre qui appelle la sage-femme à s'engager pour atteindre les objectifs de développement durable notamment

de réduction de la mortalité maternelle et néonatale et d'accès universel aux services de soins de santé estime inacceptable que des sages-femmes

soient traînées en justice. Ces dernières peuvent, cependant, compter sur le soutien du ministre de la Santé. «Je suis votre avocat», a déclaré Boudiaf à l'égard des sages-femmes. Il promet d'établir un programme de formation continue envers ce corps médical qui exerce la profession de sage-femme.

Parce que, relève-t-on, les sages-femmes formées aux standards internationaux peuvent dispenser 87% des soins essentiels. Cependant, un tiers des naissances dans le monde a eu lieu en l'absence de sages-femmes. La journée internationale de la Sage-femme est célébrée cette année sous le thème «femmes et nouveau-nés, au cœur de la pratique sage-femme». «On vous fait naître, veuillez nous reconnaître», était par contre le message adressé par les sages-femmes algériennes à cette occasion.

S. A.

LES MINISTRES DE LA SANTÉ ET DU TRAVAIL INAUGURENT LE 16^e CONGRÈS DU CLUB DES CARDIOLOGUES

Les jumelages pour acquérir l'expérience et réduire les transferts à l'étranger

Ce jeudi, le ministre de la Santé et celui du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale ont pris part à l'inauguration des travaux du 16^e congrès du club des cardiologues EuroMed Cardio XII, qui a eu lieu les 5 et 6 mai à l'hôtel Sheraton. L'occasion pour M. Abdelmalek Boudiaf et Mohamed El Ghazi de rappeler l'importance des jumelages avec des hôpitaux et des spécialistes étrangers, afin d'un côté de permettre aux médecins algériens de s'informer sur les dernières technologies, et de l'autre réduire les dépenses pour la Sécurité sociale en raison des transferts à l'étranger.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour le ministre de la Santé, depuis 1962 à 2013 «nous avons atteint le chiffre de 34 000 médecins dans différentes spécialités qui exercent dans le privé. Nous avons 10 000 lits dans le privé».

Toutefois, il déplore le fait que ce qui lie le privé avec son administration, c'est dit-il, «uniquement le jour où il vient déposer son dossier au niveau du ministère pour avoir son agrément, et dès lors qu'il l'obtient il est considéré comme un électron perdu, il n'y a aucun suivi. Pour avoir des statistiques, il faut revoir tout le système de santé».

Le ministre dira que son département travaille pour mettre fin au dysfonctionnement dans le secteur public, parce qu'aujourd'hui, il y a dit-il trois systèmes à l'intérieur d'un système. «Nous avons les CHU, les EPH et nous avons les EPSP qui font un travail de proximité.

On s'est rendu compte que dans le système de santé, malgré les efforts de l'Etat et ce qu'il débourse, ni le citoyen, ni les professionnels de la santé, ni les gestionnaires des pouvoirs

publics ne sont contents du travail. La raison c'est qu'il y a une grande résistance au changement. D'où l'importance de la formation continue».

Le ministre de la Santé s'est dit davantage préoccupé par la défaillance dans le domaine de la chirurgie cardiaque infantile. D'où

l'importance des jumelages car, dit-il, le centre de Bou Ismaïl ne peut pas répondre à la demande qui pèse sur lui.

Dès lors, déclare-t-il lors d'un point de presse, son ministère a décidé de remédier à ce manque d'ici 6 mois à un an. «Nous avons des spécialistes dans ce domaine mais qui ont besoin d'acquérir les dernières technologies pour une meilleure prise en charge de ces patients».

De son côté, Mohamed El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale, a déclaré que sa présence lors de ce congrès reflète son intérêt pour cette spécialité.

«Une occasion pour s'informer sur les dernières avancées et

technologies dans ce domaine, ce qui nous permettra de réduire les prises en charge à l'étranger, qui constituent de grandes dépenses que doit assumer la Sécurité sociale.

D'ailleurs, il ne s'agit pas uniquement de la cardiologie mais de toutes les autres maladies chroniques sur lesquelles nous travaillons avec le ministre de la Santé afin de conclure des jumelages et ramener les spécialistes ici en Algérie pour traiter les patients et réduire ainsi les coûts que peuvent engendrer les prises en charge à l'étranger».

Sur un autre volet, le ministre a rappelé l'importance que revêt la Sécurité sociale, indiquant que la dernière opération de sensibili-

sation a permis à près de 160 000 personnes d'y adhérer.

Interpellé sur la pénurie de l'oxygène au niveau du CHU d'Oran, le ministre de la Santé dira qu'il ne s'agit pas là d'un problème de financement mais de gestion. Posant la question au directeur du CHUO qui était présent, ce dernier nie qu'il y a pénurie.

Face à ces contradictions entre ce responsable et des journalistes ayant enquêté sur cette question, le ministre insiste «écoutez, je vais venir à Oran dans quinze jours pour une visite de travail qui durera deux jours et nous décortiquerons tout cela ensemble».

A. B.

HAMEL À PROPOS DE LA COUVERTURE SÉCURITAIRE

«Nous sommes encore loin des normes admises»

Le Directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, a affirmé jeudi à Oran que la Sûreté nationale applique la politique du gouvernement.

«Nous avons des facultés d'adaptation à la politique qui est prônée par le gouvernement que ce soit en matière d'austérité ou un autre objectif».

Indiquant que la perspective de créer des instituts pour servir de bases de données n'est pas à l'ordre du jour, et de rappeler «nous avons parlé d'austérité, je pense que nous devons être très proches de nos sous et savoir-faire une priorité des actions».

Tout au long de sa visite de travail le DGSN a rappelé que toutes les mesures en lien avec la modernisation de la police algérienne visent à renforcer l'Etat de droit.

Tout en reconnaissant qu'en matière de couverture sécuritaire, «nous sommes encore loin des normes admises», dit-il, il fait remarquer que des efforts sont consentis pour la renforcer.

Pour le général Major Abdelghani Hamel, la criminalité au niveau de la wilaya d'Oran est connue, avec un taux de couverture sécuritaire de 85% et un ratio de un policier pour 400 habitants, précise-t-il, indiquant qu'au niveau national ce taux est d'un policier pour

450 habitants. Durant toute la matinée de ce jeudi, le patron de la DGSN a procédé à l'inauguration de trois sûretés urbaines, implantées respectivement à Bir El Djir, Belgaid et Oued Tlilat.

A cette occasion il a inauguré de nouvelles infrastructures destinées à abriter la deuxième unité d'intervention rapide, à Sidi El Bachir et la deuxième unité de BRI à Belgaid.

Ces projets s'inscrivent, dans le cadre du plan de modernisation des infrastructures, visant à améliorer l'accueil, l'orientation des habitants et surtout veiller à sécuriser l'ensemble des zones et quartiers des villes.

A. B.